

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

NOUVELLES POLITIQUES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

Du MARDI 17 Septembre 1793, lan 2°. de la République.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c. Feuille qui paroît tous les jours, est établi rue Saint-Honoré, vis-à-vis l'ancien Hôtel de Noailles, n°. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. par an, de 21 liv. pour six mois, & de 12 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être adressées au citoyen FONTANILLE, Directeur du Bureau, & non à d'autres. L'abonnement doit commencer le premier d'un mois, & on ne reçoit point de lettres non-affranchies.

I T A L I E.

De Rome, le 16 août.

QUELQUES papiers de France ont répandu ici un écrit intitulé : *Manifeste des armées chrétiennes & catholiques, au peuple françois*, sous la date de Chillon, le premier juin. Voyez notre feuille, n°. 177, du mercredi 26 juin, où cette pièce est rapportée.

Dans ce manifeste, les peuples étoient invités à prendre les armes, & on y exhortoit les curés & vicaires privés d'une autorité légitime, ainsi que des facultés nécessaires pour absoudre ceux qui étoient tombés dans les cas de s'adresser à un prélat déclaré vicaire apostolique, sous le nom d'évêque d'Agria, afin d'apprendre de lui la conduite qu'ils devoient tenir. Le pape a cru nécessaire de démentir, par un bref du 30 juillet dernier, un tel écrit : il déclare, dans ce bref, que le prélat supposé n'existe nulle part, & il charge particulièrement les évêques des provinces de Lyons & du Poitou (c'est le style immuable de la chancellerie papale) d'avertir leurs diocésains de cette fraude détestable, & d'enjoindre en même tems au prétendu vicaire apostolique de cesser de faire usage d'une dignité qu'il a malicieusement usurpée pour tromper les fideles, & pour entraîner dans l'erreur ceux qui jusqu'ici en sont garantis.

Note des rédacteurs. — Il est assez curieux d'apprendre que la politique des révoltés a été infiniment supérieure, dans cette occasion, à celle de Rome même : du tems de Clément V, cette cour n'eût pas manqué de légitimer une fraude plus exécrable que pieuse, puisqu'elle a coûté la vie à tant d'hommes & de prêtres; mais aujourd'hui elle porte la lumière sur cet antre de ténèbres, & ce triomphe de la vérité sur le fanatisme est réellement une chose remarquable.

De Gênes, le 16 août.

Le riche convoi de navires anglois a mis enfin à la voile, & s'est réuni à celui qui étoit sorti de Livourne : un vaisseau de guerre, deux frégates & un cutter de la même nation ont remplacé ces bâtimens dans notre port. Les deux frégates françoises ne sont pas encore sorties; elles n'oseroient exposer dans une mer couverte de leurs ennemis. Quant aux Espagnols, on n'en entend plus parler, quoiqu'on prétende qu'ils toient sur les côtes de Provence. Notre milice citoyenne s'organise à merveille, & se monte

sur un pied respectable. Ses drapeaux ont été bénis solennellement la semaine dernière.

Nous apprenons de Corse que l'île entière, excepté les villes de Bastia, Saint-Florent & Calvi que tiennent les François, s'est déclarée pour Paoli, à la nouvelle du décret qui met ce général hors de la loi, & le déclare rebelle.

Paoli profitant de ces dispositions, & voulant procéder légalement, s'est empressé d'annoncer une assemblée générale de la nation à Corte, afin de recevoir les ordres & de savoir quelle est la forme de gouvernement qu'elle veut adopter; il se dispensera de cette manière de toute responsabilité, lorsqu'il aura l'aveu de la nation pour user avec une rigueur qu'il croit nécessaire; en attendant, il a commencé par ordonner le sequestre des biens des fugitifs qui sont restés attachés au gouvernement françois.

La garnison de Calvi est fort diminuée par les maladies; en sorte qu'on craint que les paysans ne tentent de s'emparer de cette ville, qui ne leur offriroit pas une longue résistance.

A L L E M A G N E.

De Hambourg, le 4 août.

Des lettres d'Orea, ville située à cent lieues de Moscou & dans son gouvernement, portent que neuf cents maisons ont été consumées par un incendie affreux, & qu'en Sibérie, où se trouvent les mines d'or & d'argent, la plaine qui contient ces mines a été submergée & changée en un lac d'une immense étendue; très-peu de personnes ont échappé à ce terrible désastre, & tout le reste a péri.

Le ci-devant commandant de Mayence, le général de Gymnach, vient de publier ici une apologie de sa conduite pour avoir rendu cette forteresse en 1792. Il s'efforce de prouver que sans une garnison de 5000 hommes au moins, & sans la possession des îles du Rhin, il est impossible de défendre la ville au-delà de vingt-quatre heures; enfin il ajoute que si Custine eût entendu son métier, il n'auroit pas dû offrir une capitulation, comme il le fit alors.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 30 août.

L'unanimité avec laquelle les François ont accepté la constitution, les résolutions qu'ils viennent de prendre, & qu'ils exécuteront, de maintenir leur liberté, doit ni prouver aux nations étrangères que si elles peuvent espérer d'exterminer

de combattre pour la cause de la liberté; dès qu'ils seront cette nation, il leur sera impossible de la soumettre. Il faut donc faire sentir aux peuples qui ont quelque influence sur leur propre gouvernement, combien l'objet de la ligue des despotes est odieux, & que les peuples deviennent eux-mêmes coupables d'un grand assassinat, en conspirant avec ces despotes contre le peu de liberté qui leur reste. Il faut dire, il faut répéter que les François ne demandent qu'à se donner des loix qui leur conviennent; & que, s'ils ont dépassé leurs frontières, c'est qu'ils y ont été forcés par ceux qui menaçoient leur liberté. . . . Il est certain qu'un pareil langage, tenu à la convention, seroit la plus grande impression sur les Anglois, & dépopulariseroit le ministère. . . . Si l'Angleterre se détache de la coalition, elle sera bientôt dissoute; c'est elle qui en est l'âme. Jusqu'à présent les Anglois ont beaucoup souffert de la guerre, sans en tirer aucun fruit. Ils comptoient sur les Colonies Françaises: cette expédition ayant manqué, ils ont voulu attaquer Dunkerque, afin d'en prendre possession en leur propre nom, & donner au moins quelque chose à *John Bull* pour son argent. Il paroît certain que le cabinet britannique a résolu le siège de cette place, contre l'avis des autres puissances combinées (1), dont ce siège divisoit les forces, en donnant aux François le tems de rassembler les leurs.

La nouvelle se répandit ici, le 28, que les Anglois avoient attaqué Dunkerque le 24, & qu'ils avoient été repoussés après avoir perdu 2 à 3 mille hommes. Pour détruire l'impression qu'avoit fait cette nouvelle venue par Ostende, le gouvernement publia, le même jour, une gazette extraordinaire, par laquelle il annonçoit que les Anglois & leurs alliés avoient attaqué, le 24, les postes avancés de Dunkerque dont il falloit être maîtres pour assiéger la place; qu'ils en avoient chassé les François, qu'ils leur avoient pris un canon & fait quelques prisonniers; mais que l'ardeur des troupes les avoit emportés à la poursuite des ennemis, & qu'elles étoient allées jusques sous le canon de la place, où elles ont fait une perte considérable: cependant, dans le conte officiel rendu, on prétend n'avoir perdu que 60 hommes, tant anglois que hessois, & n'avoir eu que 150 blessés. La cour est dans l'usage de donner les listes des morts & des blessés pour mieux en imposer; & les badauds croient qu'on ne ment jamais officiellement. Quant aux allemands la gazette extraordinaire évalue leur perte à 170 hommes, y compris le général d'Alton.

Il paroît que les Anglois comptoient prendre Dunkerque par un coup de main, car il est absurde de dire que des troupes vont se mettre sous le canon d'une place, uniquement pour s'y faire foudroyer. On peut être emporté par trop d'ardeur dans une plaine, mais comment ne pas appercevoir les remparts d'une ville? Les officiers & le général qui ont été tués étoient-ils aussi emportés par leur ardeur? Voici donc le vrai. Le duc d'York qui, comme de raison, ne s'expose pas au feu, aime les coups de main. Il aura voulu faire une expédition brillante, & il aura sacrifié beaucoup de monde inutilement. Les feuilles ministérielles, dans le dessein de prévenir les reproches qu'on peut lui faire, le flagnorant à outrance; elles en font un héros, un grand général, tandis qu'il n'est & ne peut être qu'un mannequin. Mais les Anglois portent l'esprit d'adulation pour tout ce qui est royal au-delà même du point où on ne l'a jamais porté en France, & cet esprit est parvenu à se confondre avec l'esprit national.

(1) Ceci explique le défaut d'ensemble de cette opération, & prouve ce que nous disions dans notre feuille du 15 de ce mois, sur l'impolitique d'un concert par fait se trouvant jamais entre tant de cours uniquement réunies contre une nation qui ne demande rien que d'être libre chez soi.

Les amis de la révolution persiflent à croire ici qu'après avoir jugé Marie-Antoinette, on fera des propositions à l'empereur; cette mesure leur paroît politique & sage. On montrera de la modération, & on rendra l'empereur odieux, s'il sacrifie sa tante à ses vues d'ambition. Ce qui contribuera à faire croire qu'on suivra un tel plan de conduite, c'est qu'il entre dans ce plan de sauver les députés livrés par le traître Dumouriez.

Deuis le premier janvier jusqu'au 31 juillet, la gazette de la cour a annoncé 873 banqueroutes, dont la plupart comprennent depuis deux jusqu'à cinq associés.

(La suite à demain).

FRANCE.

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN.

De Wissembourg, le 10 septembre.

Le tocsin de la liberté sonne depuis deux heures du matin, pour rappeler à leurs postes les braves cultivateurs de nos environs qui avoient obtenu la permission de retourner momentanément dans leurs foyers; ils reviennent avec hilarité, & font retentir les airs des cris répétés de *vive la république une & indivisible*. Tous les habitans de cette ville sont campés indistinctement sur le Hâtel, & attendent impatiemment le signal de marcher à la victoire. C'est un spectacle vraiment imposant que celui qu'offre en ce moment le camp de Wissembourg; 50 mille hommes de troupes exercées défendent nos lignes, & sont soutenus par une masse de 6 mille citoyens brûlant du désir de partager leurs périls & leur gloire.

Parmi les cultivateurs levés en masse, il s'en est trouvé quelques-uns de séduits par les insinuations perfides de nos ennemis, & qui ont passé dans leur camp: c'est là qu'on les aiffublé d'un ruban blanc chargé de fleur-de-lys noires, & qu'après les avoir ainsi flétris, ils reçoivent 15 kreutzers par jour, ainsi qu'une ration immense de ce mépris que tous les hommes versent sur les traitres de tous les pays.

Landau n'est plus cerné du côté de l'est que par des patrouilles; les Prussiens se sont retirés vers N. westadt, & les troupes de l'Empire se retranchent du côté de l'est. On s'attend de jour en jour à une affaire générale de nos côtés.

De Paris, le 17 septembre.

Les succès les plus éclatans signalent par-tout les armes de la république, & bientôt le peuple levé en masse vaincra tous les ennemis; mais il est un objet qui fixe d'une manière inquiétante nos regards: les amis de la patrie ne peuvent s'empêcher de se demander, avec autant de surprise que de douleur, en quel état est notre marine, que sont nos escadres, où sont nos vaisseaux, & quelles sont nos expéditions maritimes? pourquoi le licenciement de beaucoup de matelots retirés dans les terres? que sont devenues les sommes consacrées au rétablissement de nos flottes? pense-t-on que la marine n'est pas nécessaire au commerce, à la force, & à la prospérité d'un pays dont les bords sont cernés par l'Océan? Il faut espérer que le comité de salut public portera enfin son œil régénérateur sur cet objet important, & que la république française verra renaitre ces tems de gloire & de splendeur, où les Jean Barth & les Duguay-Trouin faisoient trembler les Anglois, & respecter dans toutes les mers le pavillon français.

Bailly, ancien maire de Paris, a été arrêté & traduit aux Magdalenettes.

La commission chargée de présider & d'organiser l'armée formée des jeunes citoyens de la première réquisition, poursuit les travaux avec activité: ces jeunes guerriers brillent

formés en bataillons, ils partiront pour Soissons où l'on prépare tout pour le camp.

Extrait de la séance des Jacobins, du 15 septembre.

On a lu une lettre de Blaye, qui annonce que les contre-révolutionnaires de Bordeaux se concertent sur les moyens de s'emparer de la citadelle de Blaye, & des fars qui en dépendent, & faciliter par-là une descente des Anglois. Les Jacobins de Bordeaux ont prêté serment pour s'opposer au décret qui ordonne la levée de quatre-vingt mille hommes. Saint-André a instruit la société que le comté de Saint-Public a pris des mesures pour que le fort de Blaye ne soit pas surpris. Les représentans du peuple qui sont maintenant à la Rochelle, veilleront à ce que la république ne perde pas un fort de cette importance.

Coupey a invité les patriotes à ne pas se laisser endormir par les avantages particuliers qu'on leur annonce. « Nous avons, a-t-il dit, un exemple qui doit nous engager à être dans la défiance : on a fait sortir la garnison de Cambrai pour attaquer l'ennemi ; ce dernier l'a surprise, & lui a coupé la retraite dans Cambrai, de manière que cette ville est maintenant sans garnison.

On a fait lecture de trois bulletins de l'armée devant Lyon, des 7, 8 & 10 septembre. Le député Couthon arrivera bientôt à la tête de vingt mille hommes ; alors la ville de Lyon sera cernée, & les rebelles seront obligés de se rendre ; la garnison de Valenciennes a déjà fait l'épreuve de ses canons, & ses batteries ont parfaitement réussi. Le bulletin du 10 annonce que le bombardement continue depuis trente-six heures.

Deux lettres du général Cartaux portent que son armée est campée à une demi-lieue de Toulon, qu'il n'a perdu que très-peu de monde en s'emparant des gorges d'Oulhoure, où les rebelles auroient pu empêcher cent mille hommes de pénétrer. Il envoie à Paris douze drapeaux & un étendard pris sur les rebelles de Marseille & de Toulon.

Un membre a observé qu'il étoit bien étonnant que la correspondance de la société avec Marseille ne parlât point du ci-devant duc d'Orléans ; il s'est plaint aussi de ce qu'on ne recevoit aucune nouvelle des députés fugitifs.

Plusieurs membres ont donné quelques renseignemens sur cet objet. Le ci-devant duc d'Orléans est toujours en prison à Marseille ; les députés fugitifs sont errans dans la ci-devant Bretagne ; Pétion, Buzot & Salles sont ensemble ; le ministre de la justice a assuré qu'ils ne pouvoient échapper. Sur la proposition de Julien, la société a arrêté qu'on écrirait à Albitte, pour l'inviter à donner des renseignemens sur le ci-devant duc d'Orléans.

COMMUNE DE PARIS.

Du 15 septembre.

Les jeunes citoyens de la première réquisition, des sections de Bonconseil & de l'Unité, défilent dans la salle, au milieu des plus vifs applaudissemens ; ils sont prêts à partir, il ne leur faut plus que des armes.

La section des Sans-Culottes demande qu'il soit fait une pétition à la convention, pour lui demander le rapport du décret portant que les sections ne s'assembleront que deux fois par semaine.

D'après une lettre de la société populaire de Melun, qui se plaint de ce que les directeurs des coches d'eau reçoivent dans leurs voitures des citoyens sans passe-ports, le conseil arrête que les directeurs des voitures publiques enregistreront tous les voyageurs, avec la copie de leurs passe-ports.

Un membre s'étonne de ce que l'assemblée est peu nombreuse ; on observe que, d'après le décret portant qu'il n'y aura que deux séances par semaine dans les sections, les membres du conseil, jaloux de jouir de leurs droits de citoyens, ne peuvent se trouver à la commune. Sur cette observation, le conseil arrête qu'il ne s'assemblera pas les dimanches.

La section de l'Unité se plaint de ce que l'administration de police est trop accessible aux sollicitations des jolies femmes qui viennent demander la liberté d'individus mis en arrestation ; sur ce quoi le conseil arrête qu'il ne pourra être mis personne en liberté, sans que le procureur de la commune n'ait pris communication des motifs.

CONVENTION NATIONALE.

(Présidence du citoyen Billaut-Varennes).

Suite de la séance du dimanche 15 septembre.

Givet, 11 septembre. Nous avons fait sur la rive droite une sortie favorisée par une diversion sur la rive gauche, & 50 voitures de grains & de fourrages sont entrées dans la place ; c'étoit le but que nous nous proposons. L'ennemi a été frappé d'une telle terreur, que la garnison de Dinant évacuoit déjà son artillerie. Le général Hélié s'est distingué ; le courage & les talens de ce vainqueur de la Bassille, prouvent qu'un général sans-culotte vaut bien un général ci-devant.

On écrit, en date du 5 de ce mois, qu'à 21 lieues d'Onesfant, un bougre de la république s'est emparé d'un cutter anglois, après demi-heure d'abordage ; le cutter a eu 3 hommes tués & 7 blessés.

Dumont, représentant-député, mande qu'étant arrivé à Abbeville, & ne pouvant y séjourner que 24 heures, son premier soin a été de faire battre la générale & fermer les portes de la ville, pour procéder à des visites domiciliaires : 64 personnes suspectes, munies de passe-ports non visés, & chez la plupart desquels on a trouvé des cocardes noires, ont été mises en arrestation.

Une dénonciation faite par Leroux, contre le département de Seine & Oise, détermine l'assemblée à ordonner l'arrestation de trois administrateurs de ce département, & à suspendre toutes poursuites relatives à la perception de la contribution civique de 3 millions 500 mille liv., établie dans le même département, à l'instar de celui de l'Hérault.

Saint-André fait rendre un décret qui charge les municipaux de la répartition des secours assignés aux femmes & enfans des citoyens qui sont aux frontières.

Trois députés de la Martinique & quatre de la Guadeloupe, dont l'élection a été reconnue valide, sont admis à faire partie de la représentation nationale.

Des muicadins, placés dans les vivres & les charrois, ont fait éclater une joie indécente à l'occasion du décret qui a exempté de la réquisition les jeunes gens employés depuis trois mois dans ces administrations : sur la proposition de Charlier, l'assemblée rapporte cette loi ; elle décide que tous les jeunes gens de 18 à 25 ans, employés dans les administrations, seront tenus de marcher aux frontières, & remplacés par des peres de famille ; & qu'ils pourront reprendre leurs emplois, lorsque la guerre sera terminée.

On accorde un secours provisoire de 50 mille livres aux Mayennois réfugiés.

Les représentans-députés dans les départemens font invités, par un décret spécial, à rendre compte au comité de salut public des mesures prises pour le renouvellement des autorités constituées, l'arrestation & la confiscation des biens des contre-révolutionnaires, & la vente des biens des émigrés.

Les jeunes gens des sections Poissonnière & fauxbourg Montmartre jurent de défendre la république jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Le citoyen Dufourny, à la tête d'une députation du département, de la commune, des sections, des sociétés populaires de Paris, & des deux districts ruraux, demande qu'il soit établi trois degrés progressifs d'instruction, l'un pour les artistes & ouvriers, le second pour les professions, & le troisième pour les objets dont l'étude est difficile : il demande aussi la suppression des facultés de théologie, des arts, de médecine & de droit. — Cette pétition, convertie en motion, est décrétée après quelques débats.

Séance du lundi 16 septembre.

Sur la proposition du ministre, l'assemblée charge son comité de la guerre d'examiner la question de savoir si les ingénieurs des ponts & chaussées doivent être réunis aux ingénieurs militaires, pour ne former qu'un seul & même corps.

Les prévenus de crimes de lèse-nation se trouvent éparpillés dans les diverses maisons d'arrêt de Paris, ce qui donne beaucoup d'embarras pour leur translation devant le tribunal révolutionnaire. L'accusateur public de ce tribunal demande que la prison de la Conciergerie soit destinée spécialement à recevoir cette sorte de prévenus. — La demande de l'accusateur public est convertie en motion, & décrétée.

On dénonce des cultivateurs qui donnent du bled en fourrage à leurs chevaux. — Bachelier demande que la peine de dix années de fers soit affectée à ce délit. — Renvoyé aux comités de législation & d'agriculture.

Des évêques tirent parti du décret qui les autorise à faire desservir les cures vacantes par leurs vicaires-généraux, en éloignant de leur conseil les hommes qui peuvent surveiller leurs intrigues, & modérer leur fanatisme. Pour couper le mal dans la racine, Lebon demande que tous les vicaires épiscopaux soient supprimés, & que le traitement des prélats soit réduit au moins des deux tiers. — Un membre propose de renvoyer cette motion au comité de législation. — Un autre observe qu'il seroit dangereux de traiter cette question comme affaire législative, & que ce seroit en quelque sorte reconnoître indirectement l'existence politique d'un clergé, faute qui fût commise par l'assemblée constituante, & que la constitution de 1793 a bien réparé. L'opinant pense qu'il faut renvoyer l'affaire au comité des finances, afin qu'il présente un projet dont le but sera d'alléger le trésor public de dépenses considérables. — La convention charge les comités des finances & de législation de lui faire, mercredi prochain, un rapport à cet égard.

Le thermomètre du vrai républicanisme dans chaque département, c'est le tableau comparé de l'estimation & de la vente des biens nationaux : dans le district de Grenoble, un bien d'émigré, estimé 27 mille liv., a été vendu 132 mille liv. — Ce fait sera consigné dans le bulletin.

Lon ajourne la discussion d'un projet tendant à établir une administration d'habillement à la suite de chaque armée.

Créteault-Randon, représentant-député, envoie une dépêche dont nous ne connoissons pas la date, & dans laquelle il annonce qu'il marche avec des forces imposantes pour réduire les rebelles de Montbrison.

Les jeunes citoyens des sections de l'Unité & des Amis de la Patrie, viennent jurer d'exterminer les tyrans.

Le ministre de la guerre écrit que le conseil exécutif a

nommé le citoyen Thuriot général de division dans l'armée des Pyrénées-Orientales, à la place de Puget-Barbantanne qui a été destitué. — La convention confirme ce choix.

Delbret, représentant-député, écrit d'Armentières, le 13 de ce mois, que nous nous sommes emparés de Werwick & de Menin, que nous avons fait dans ces deux villes un grand nombre de prisonniers & un butin immense en munitions & bagages.

Le tocsin a sonné dans les pays voisins de la Vendée, & 250 mille hommes environ, armés de fusils, piques, faulx, &c. se sont levés & portés vers Angers, Doué, Thouars & Saumur : les brigands se voyant cernés de toutes parts, ont réuni toutes leurs forces pour faire une trouée dans la circonférence & opérer leur jonction avec un autre rassemblement ; ils nous ont attaqué sur trois points différents, par-tout ils ont été mis en déroute : l'avant-garde, commandée par le général Saunterre, a fait des merveilles ; du côté de Thouars, où l'attaque a été vive, nous avons eu six tués & quelques blessés : la perte des rebelles est considérable ; la terre étoit jonchée de leurs morts ; nous leur avons pris deux canons & trois caissons. Le général Roisignol qui mande, de Saumur, en date du 14, cette nouvelle intéressante, ajoute ces mots : « Sous deux jours, l'arbre de la liberté sera planté à Mortagne, repaire des rebelles ; & sous huit jours, la Vendée aura disparu du sol de la république ». — Applaudissement & insertion au bulletin.

Les représentans vers le Rhin écrivent de Weissebourg, le 13 de ce mois, que l'ennemi ayant tenté une attaque générale, a été forcé de rétrograder honteusement. Le combat a duré 16 heures, depuis quatre du matin jusqu'à 8 du soir : environ 15 cents Autrichiens & Prussiens ont mordu la poussière vers Lauterbourg : on a pris un émigré, le ci-devant marquis de Morcky. Si nos forces eussent été plus considérables, l'armée ennemie auroit été exterminée entièrement ; mais nous n'étions renforcés que par huit mille agriculteurs. Les grand nombre de nos ennemis nous oblige à la circonspection : nos hussards ont fait des prodiges de valeur. Il résulte de presque tous les rapports que nous avons tué deux mille hommes, & que nous en avons blessé 1500. — Insertion au bulletin.

Vers les Pyrénées Occidentales, les troupes aux ordres du général Delalain ont cerné l'Espagnol vers des précipices par quatre côtés à la fois : nous lui avons tué beaucoup de monde, & fait 60 prisonniers, parmi lesquels se trouve un major. — Notre perte se réduit à zéro : le seul accident qui soit arrivé, c'est que le représentant-député, auteur de cette dépêche, s'est laissé tomber d'une roche escarpée qu'il gravissait, & a gagné une contusion forte.

Le comité de salut public présente la liste des membres qu'il croit le plus propres à composer les comités de l'examen des marchés & des assignats & monnoies : ces choix sont approuvés.

LOTÉRIE NATIONALE DE FRANCE.

Second Tirage de Septembre.

15. 16. 43. 90. 22.

Pay. de l'hôtel-de-ville de Paris, six premiers mois 1793.
Lettre J.